



Une action culturelle en mouvement : Saint-Denis ou l’histoire d’un territoire “sacralisé”

Emmanuel Bellanger

► To cite this version:

Emmanuel Bellanger. Une action culturelle en mouvement : Saint-Denis ou l’histoire d’un territoire “sacralisé”. Jean-Claude VIDAL (dir.), Saint-Denis, la croisée des chemins, données sociales, dynamiques locales et activités municipales, Saint-Denis, Éditions PSD., 1999. halshs-03748652

HAL Id: halshs-03748652

<https://shs.hal.science/halshs-03748652>

Submitted on 9 Aug 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L’archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Pour citer :

Emmanuel Bellanger, « Une action culturelle en mouvement : Saint-Denis ou l'histoire d'un territoire "sacralisé" », in Jean-Claude VIDAL (dir.), *Saint-Denis, la croisée des chemins, données sociales, dynamiques locales et activités municipales*, Saint-Denis, Éditions PSD, 1999, pp. 452-501.

Une action culturelle en mouvement : Saint-Denis ou l'histoire d'un territoire “ sacralisé ”

Emmanuel Bellanger

L'année 1998 a marqué une rupture dans l'histoire de Saint-Denis, commune de banlieue parisienne au passé éloquent¹. De mémoire de Dionysien et Dionysienne, pour la première

¹ Cet article est le résultat d'une enquête orale réalisée auprès de témoins, anciennes et nouvelles générations d'acteurs publics. Nous avons ainsi pu rencontrer, Bérénice Gulmann directrice des affaires culturelles, Madeleine Deloule conservateur en chef-directrice du réseau des bibliothèques, Frédérique Jacquet conservateur des archives municipales, Nicole Meyer-Rodrigues archéologue directrice de l'Unité d'Archéologie de Saint-Denis (UASD), Jean Rollin premier conservateur du musée et promoteur remarquable de la rénovation du Carmel et de l'édification du musée d'art et d'histoire de Saint-Denis dont la notoriété dépasse les frontières de la ville. Nous avons également interrogé Fabienne Couton, chargée de mission auprès de la direction de la communication et coordinatrice pour la ville de la "Carnavalcade", Johanne Poulet du Festival de musique de Saint-Denis, Catherine Haller, responsable de la programmation cinématographique et Carine Quincelet responsable des activités en direction du jeune public à L'Ecran. Nous remercions également Josette Driessen "mémoire vivante" du Théâtre Gérard Philipe de Saint-Denis.

Ces sources orales ont été complétées par un fonds documentaire écrit :

- les monographies consacrées à l'histoire de Saint-Denis (ces ouvrages sont incontournables et donnent une perspective historique aux actions culturelles contemporaines et en particulier l'ouvrage dirigé par Roger Bourderon ancien maître de conférences à l'Université Paris VIII-Saint-Denis intitulé Histoire de Saint-Denis réactualisé en 1997 (Privat) et ceux de Jean-Paul Brunet professeur à l'ENS-Université Paris IV, Saint-Denis la ville rouge 1890-1939 (Hachette, 1980) et Un demi-siècle d'action municipale à Saint-Denis la Rouge 1890-1939 (Editions Cujas, 1981) ;

- l'Agenda culturel, bulletin d'information édité par la Direction des affaires culturelles en direction des services municipaux et des acteurs culturels dionysiens ;

- les publications de Jean Rollin consacrées à l'histoire du Carmel et à la naissance du musée ;

- des documents du Département des études et de la prospective du Ministère de la Culture et de la Communication ;

- des documents internes de la municipalité de Saint-Denis : rapports d'actualité et d'orientation dont celui consacré au développement de la lecture publique présenté le 5 octobre 1998, compte rendu de réunion avec la DRAC, études sur l'école municipale d'arts plastiques, rapport dit "Tosca" sur le réseau de la lecture publique de Saint-Denis...;

- des documents publics sur des projets culturels et expositions (" Mémoire des gens, mémoire de ville ", l'exposition " des cheminées dans la Plaine : 1830-1930 "...) ;

- des ouvrages sur Saint-Denis cités dans les notes de bas de pages suivantes.

fois, nous avons assisté, au coeur de la région capitale, à un déplacement du centre d'attraction. Saint-Denis et son quartier de la Plaine-Saint-Denis sont en effet devenus en l'espace de quelques mois l'épicentre médiatique de la métropole francilienne.

Dans un contexte marqué par l'édification et l'appropriation par les Dionysiens d'un nouvel ensemble monumental érigé à la gloire du sport, qu'en est-il des ambitions culturelles de la ville de Saint-Denis ? Après un été festif ponctué par de grands événements populaires - la “**Carnavalcade**”², le spectacle “**Triton et les petites tritures**”³, le **parcours historique**⁴... - qui, dépassant les frontières de la ville, eurent une résonance sur tout le département de la Seine-Saint-Denis, voire sur toute la région Ile-de-France, quel sera le devenir de l'action culturelle municipale dans cette cité ?

Cette contribution, inscrite dans une recherche interdisciplinaire et transversale autour de la part des interventions municipales dans les dynamiques locales, tente d'analyser l'étendue, les limites mais aussi les enjeux de l'initiative municipale dans le domaine culturel.

* * * *

Cet article présente dans **un premier temps** un état des lieux des actions culturelles à Saint-Denis, actions culturelles toujours sensibles au poids d'une histoire locale et de son patrimoine monumental. Après avoir décrit succinctement le paysage culturel de cette ville, sans prétention exhaustive, nous nous interrogerons, dans **un second temps**, sur le sens donné aujourd'hui à une politique culturelle municipale, politique dont l'enjeu et l'ambition sont d'élargir et de “démocratiser” au plus grand nombre l'accès aux lieux et aux événements culturels. Dans cette perspective, la référence au poids de l'histoire, le travail de proximité dans les quartiers ou la constitution de nouveaux partenariats se révèlent essentiels. Dans **un troisième temps**, nous évoquerons, hélas trop succinctement, quelques “grands chantiers” consacrés à la lecture publique, aux missions de service public du Théâtre Gérard Philipe, aux projets culturels créés au coeur des quartiers... Enfin, nous concluons dans **une dernière partie** sur les dynamiques et les perspectives d'une

² D'après le sondage d'opinion réalisé à Saint-Denis par l'Institut Louis Harris les 2,3 et 5 octobre 1998, la “Carnavalcade” apparaît comme l'initiative la plus populaire recueillant un indice de notoriété de 79 %. 88 % des sondés jugent la “Carnavalcade” “Plutôt de bonne qualité ” et 43 % d'entre eux répondent y avoir participé contre seulement 19 % à “Banlieue du monde”.

³ Ce spectacle fut créé et présenté cet été par la Compagnie Découflé dans le quartier du Franc-Moisin à Saint-Denis.

⁴ Vingt bornes d'acier relient sur 1700 mètres la place Pierre-de-Montreuil au Stade de France et évoquent l'histoire de Saint-Denis dès origine au XXI^e siècle. Jean Kiras, plasticien, Luc Fauchois, historien, Nicole Meyer-Rodrigues et Michaël Wyss archéologues de l'unité d'archéologie de Saint-Denis sont à l'origine de ce projet coordonné par la direction de la culture. Il faut ajouter à ce parcours soixante autres bornes qui identifient tous les édifices patrimoniaux, les lieux de cultes, les activités économiques, les espaces verts, les équipements sportifs dionysiens...

intervention culturelle dont la vocation pourrait se résumer à ces mots clefs : territorialiser, ne pas créer d'inégalité et démocratiser l'offre culturelle.

I - ACTIONS MUNICIPALES ET CULTURE : ETAT DES LIEUX ET ACTEURS PUBLICS

Regards croisés sur les dépenses culturelles des villes

De 1978 à 1993, selon le département des études et de la prospective (DEP) du ministère de la Culture et de la Communication⁵, les dépenses culturelles des communes de plus de 10 000 habitants (hors Paris), des départements et des régions ont été multipliées par 2,5 passant de 12,1 à 30,4 milliards de francs. Dans cette même période, les dépenses des communes passaient de 10,5 milliards en 1978 à 23,6 en 1993. Ainsi, en 1993, les villes de plus de 10.000 habitants dépensaient, pour la mise en oeuvre de leur politique culturelle, 930 francs par habitants.

Toujours, selon l'étude du DEP, de 1978 à 1993, la part des dépenses culturelles dans les budgets communaux a progressé à un rythme soutenu de 5 % par an pour atteindre, en 1993, 10,2 % des dépenses totales. Pourtant, depuis 1994, les directions culturelles de la plupart des villes de plus de 10 000 habitants ont assisté à une stagnation de leurs dépenses et en particulier de leurs dépenses de fonctionnement.

A Saint-Denis, entre 1994 et 1996, les dépenses accordées aux services municipaux à vocation culturelle (archives, musée, bibliothèques, conservatoire, école d'arts plastiques, unité d'archéologie) ont suivi cette tendance nationale à l'exception notoire de grandes structures subventionnées telles : le Théâtre Gérard Philipe, le Cinéma l'Ecran ou le Festival de musique de Saint-Denis qui ont bénéficié de subventions en progression surtout en 1998 dans le cadre du dispositif d'accompagnement culturel de la Coupe du monde.

Tableau : Dépenses de fonctionnement (hors dépenses personnel)
de certains services culturels municipaux

	Musée	Bibliothèques Discothèque	Conservatoire de musique	Ecole d'Arts plastiques
1994	868 182	901 618	91 694	100 000
1995	889 436	962 950	106 560	113 346

⁵ Ministère de la Culture et de la Communication, Département des études et de la prospective, Mini-chiffres clés. Statistiques de la Culture, Paris, La Documentation française, 1998.

1996	769 430	972 900	106 560	113 352
------	---------	---------	---------	---------

Un champ d'intervention étendu

Dans le domaine des affaires culturelles, outre la gestion courante des équipements à vocation culturelle (école de musique, école d'arts plastiques, musée, bibliothèques, archives, centre culturel...), les communes ont vu, depuis plusieurs décennies, leurs responsabilités s'accroître dans différents secteurs (fouilles archéologiques, entretien du patrimoine protégé...). Les règles de communication et les compétences des communes à l'égard de la conservation et de l'accès aux archives⁶, bien que déjà anciennes, se sont également étendues.

Dans ce contexte, le déploiement de l'activité culturelle des communes s'est orienté dans plusieurs directions. Outre les tâches propres à la vie d'un service administratif (création, développement et professionnalisation des services culturels, communication interne...), les directions des affaires culturelles ont développé différentes missions de service public : la conservation et la diffusion du patrimoine communal (archives, bibliothèque, musée), le soutien à la production artistique, l'animation et la formation culturelle (école de musique, école d'arts plastiques)...

Saint-Denis, proportionnellement à son nombre d'habitants, est une ville remarquablement bien pourvue en équipements culturels⁷. Peu de villes présentent, en effet, une offre culturelle aussi variée : un musée, un centre dramatique national, des festivals de cinéma et de musique (classique, jazz, accordéon...), une unité d'archéologie, un service d'archives, un conservatoire de musique, une école d'arts plastiques, des bibliothèques organisées en réseau...

Un paysage culturel contrasté

L'état des lieux des services culturels dionysiens témoigne de l'étendue de l'offre culturelle dans cette ville de plus 90.000 habitants. Sans être exhaustif, citons les différentes structures chargées de promouvoir des missions culturelles.

L'école municipale d'arts plastiques (EMAP) et le **conservatoire municipal de musique, d'art dramatique et de danse**, école agréée par le Ministère de la culture - direction de la musique et de la danse - accueillent près de 1000 élèves (près de 300 pour l'EMAP et 700 pour le conservatoire). Ces deux structures, en quête de reconnaissance,

⁶ Il est à noter que les archives municipales de Saint-Denis ne sont pas rattachées à la direction des affaires culturelles mais à la direction de l'administration générale.

⁷ Ces équipements ont des statuts juridiques différents : régie directe, association ou société anonyme.

accomplissent leur mission d'éveil et de formation en direction d'un jeune public dionysien résidant principalement dans le centre ville⁸.

Le **réseau des bibliothèques** a su développer une action au coeur des quartiers avec ses antennes à la Plaine-Saint-Denis et à Romain Rolland et son bibliobus qui dessert les quartiers Cosmonautes, Pleyel, Franc-Moisin, Pierre Sémard, Colonel Fabien. La municipalité a également entrepris l'informatisation de ses collections en libre accès. Un projet de grande ampleur autour de la lecture publique à Saint-Denis, sur lequel nous reviendrons, doit également permettre une redéfinition des missions et une restructuration de ce service public ancré dans la cité⁹.

Le **musée d'Art et d'Histoire de Saint-Denis** inauguré en 1981 présente, dans l'ancien carmel construit au XVII^e siècle et très bien restauré, une exposition permanente de 650 objets illustrant les découvertes archéologiques menées depuis 1973 par l'Unité archéologique de la ville de Saint-Denis¹⁰ ; une apothicaire ; une exposition sur l'art sacré dont le thème est la vie monastique ; des documents iconographiques évoquant le passé de Saint-Denis, cité médiévale, nécropole royale et ville industrielle ; une collection unique sur la Commune de Paris ainsi qu'une exposition sur Paul Eluard et les surréalistes.

Dès sa création, ce musée a fait preuve d'un dynamisme à travers ses manifestations culturelles de portée nationale. La dernière en date, créée en partenariat avec l'entreprise Christofle, a mis en lumière l'industrialisation de Saint-Denis et de la Plaine-Saint-Denis entre 1830 et 1930. Dépositaire d'oeuvres remarquables, la direction du musée cherche à élargir l'accès de ce lieu en direction notamment d'un public dit captif : les scolaires. A ce titre, un service pédagogique a été créé et se met à la disposition du corps enseignant pour participer à l'élaboration de projets conçus avec les écoles, les collèges et les lycées de la ville et du département.

Les **archives municipales** se veulent une structure vivante ouverte sur l'extérieur. Depuis 1993 une salle de lecteur de douze places permet l'accueil et l'orientation scientifique des chercheurs professionnels ou amateurs. En 1997, le service des archives a accueilli 650 lecteurs - dont 40 % de généalogistes et 50 % de chercheurs (étudiants, universitaires...). La qualité d'accueil et surtout la richesse des sources écrites et iconographiques, qui y sont conservées, contribuent à développer la notoriété de ce lieu de recherche. C'est pourquoi, le Centre de Recherches d'Histoires des Mouvements Sociaux et

⁸ Nous développerons dans la troisième partie ce paragraphe en évoquant les projets de valorisation de ces structures d'accueil.

⁹ Le projet sur la lecture publique est développé dans les pages suivantes à partir du témoignage de Madeleine Deloule, conservateur en chef, directrice des bibliothèques de la Ville de Saint-Denis.

¹⁰ Les salles d'archéologie, exposant plus de 600 objets découverts depuis 1973, ont été installées et conçues par l'Unité d'archéologie. Elles sont gérées en collaboration avec la direction du musée.

du Syndicalisme (CRHMSS) de l'université Paris I-Panthéon-Sorbonne, les départements d'histoire des universités Paris VIII-Saint-Denis et Paris XIII-Villetaneuse travaillent avec ce service qui enrichit l'historiographie contemporaine.

Aussi, un effort important a été entrepris tout au long de ces dernières années pour inventorier les fonds contemporains. Ces fonds sont aux croisements de plusieurs histoires : histoire urbaine, politique, sociale, économique... A ce jour, treize inventaires ont été réalisés à partir d'une base de données informatisées et seront prochainement publiés¹¹. Ils apportent à la recherche sur “l'histoire du temps présent” un point d'appui tout à fait significatif et illustrent notamment la mise en oeuvre d'un “communisme municipal total” qui s'étend sur toute la vie de la cité. Un de ces inventaires, est consacré aux premières donations d'Auguste Gillot¹² qui fut maire de Saint-Denis de 1944 à 1971, conseiller général, mais aussi grand résistant communiste et membre du Conseil National de la Résistance (CNR). Ce fonds est une source précieuse pour les historiens car il témoigne de son action dans la Résistance, de l'histoire politique de la ville...

Au delà du travail proprement archivistique, la directrice du service s'emploie à aller à la rencontre de tous les publics. Des expositions de documents originaux largement commentés sont régulièrement organisées sur des thématiques proches de la vie quotidienne et citoyenne de chacun (la pauvreté, la santé, la vie politique, les pratiques culturelles, etc.). Ainsi depuis 1991, le service des archives a présenté, souvent en collaboration avec des partenaires, cinq expositions : “Evolution du paysage urbain dionysien au XIXe siècle” en 1991, “Saint-Denis, une ville entre religion et politique : 1793-1920” en 1993, “soigner et guérir : une histoire de la Santé à Saint-Denis” en 1997, “regard sur le monde ouvrier dionysien aux XIXe et XXe siècles” et “Fêtes, spectacles, culture : institutions et pratiques culturelles à Saint-Denis de la Révolution française aux années Trente” en 1998.

L'Unité d'archéologie de Saint-Denis (UASD)¹³ est un service municipal pionnier en

¹¹ Ces archives nous documentent sur le contexte de l'après guerre et sur celui des Trente glorieuses : élections et propagandes politiques, économie locale, aménagement de la ville, politique d'acquisition de réserves foncières, politique d'équipements sportifs, construction de logements sociaux, de groupes scolaires, mise en place de politiques sanitaire et sociale, prémices de politique culturelle, modes de participation des habitants...

¹² Ces informations nous ont été communiquées lors d'un entretien par Frédérique Jacquet, conservateur directrice du service des archives municipales.

¹³ Pour rédiger les paragraphes ayant trait à l'Unité d'archéologie, nous avons rencontré Nicole Meyer-Rodrigues directrice de l'UASD et consulté :

- l'Atlas historique de Saint-Denis des origines au XVIIIe siècle, publié sous la direction de Michaël Wyss avec la collaboration de Nicole Meyer-Rodrigues, documents d'archéologie française n° 59, Editions de la Maison des sciences de l'homme, 1996

- l'intervention de Nicole Meyer-Rodrigues intitulée “ Gestion et Conservation du dépôt de l'Unité d'archéologie de Saint-Denis ”, dans actes du colloque La conservation : une science en évolution - bilans et perspectives. Cette intervention fut prononcée lors des troisièmes journées internationales d'études de l'Association pour la Recherche Scientifique sur les Arts Graphiques (ARSAG) - Paris - 21 au 25 avril 1997.

France dont la création en 1982¹⁴ est liée à la reconnaissance de l'archéologie urbaine et au développement de la conservation préventive des richesses des sous-sols des villes françaises¹⁵. C'est en 1973, dans le cadre de la rénovation du centre ville de Saint-Denis, que les fouilles urbaines commencèrent. La première mission des archéologues fut alors de surveiller les terrassements consécutifs aux travaux de prolongement de la ligne 13 du métropolitain. A cette date, une convention fut signée entre l'Etat et la ville de Saint-Denis délimitant un "périmètre archéologique" autour de l'ancien bourg monastique. Olivier Meyer archéologue titulaire de l'autorisation de fouille dirigea alors les premières recherches archéologiques¹⁶. La deuxième étape importante pour les recherches archéologiques se situe en 1982. A cette date, le conseil municipal sous l'impulsion de Maurice Soucheyre décida en effet de pérenniser et de valoriser l'archéologie urbaine dionysienne en créant l'UASD.

La ville de Saint-Denis est considérée comme l'un des plus importants sites archéologiques de France. Ses découvertes ont marqué le passage d'une archéologie médiévale dont les centres d'intérêt étaient restés essentiellement ruraux à une archéologie désormais réorientée sur la vie urbaine¹⁷. L'étude du site de Saint-Denis a permis de restituer la topographie de ce lieu où furent édifiés un ensemble de chapelles en bordure de la nécropole royale, un cimetière, des fortifications, un aqueduc, le tout gravitant autour d'un épiscopat abbatial. Selon les universitaires, Michel Fixot et Frans Verhaeghe, les fouilles dionysiennes ont revêtu "un caractère exemplaire dans la mesure où elles ont permis de s'interroger sur la définition et la formation d'une ville au cours du haut Moyen Age..."¹⁸.

Ainsi, entre 1973 et 1992, 33 000 objets remarquables ont été découverts¹⁹. Ils restituent la morphogénèse de la ville et mettent en valeur ses ensembles monumentaux. Ils permettent aussi d'appréhender la ville sous l'angle de la culture matérielle à travers la vie

¹⁴ C'est en 1982 que Maurice Soucheyre maire adjoint chargé de la culture et de l'Urbanisme obtint la création d'un premier poste d'archéologue municipal occupé par Olivier Meyer. Le second poste fut créé en 1986. C'est à cette même date, selon Michaël Wyss, que l'équipe prit la dénomination suivante : Unité d'Archéologie de Saint-Denis (UASD). L'Unité d'archéologie occupe les bâtiments d'une ancienne école maternelle, rue Franciade qui fut le nom donné à Saint-Denis pendant les événements révolutionnaires de 1793.

¹⁵ Au début des années 70, seules les villes de Tours et de Douai ont pu développer des programmes de recherche en archéologie urbaine.

¹⁶ Les dépenses furent à la charge de l'aménageur du centre ville, la SODEDAT 93, avec le soutien financier de la Ville et de l'Etat.

¹⁷ Soulignons que l'émergence de l'archéologie urbaine française s'est inscrite dans la continuité des fouilles archéologiques menées en Angleterre et en Allemagne dans les années 1950 et 1960.

¹⁸ Michel Fixot est professeur à l'Université de Provence et Frans Verhaeghe est directeur de recherche NFWO (Belgique) et professeur à la Vrije Universiteit Brussel. Ces deux universitaires sont les auteurs de la préface de l'Atlas historique de Saint-Denis.

¹⁹ Ces découvertes doivent beaucoup à l'accueil et au travail des bénévoles et des stagiaires venus de toute la France et d'étranger. Dès 1974, ils ont permis de mettre au jour une masse documentaire imposante. De plus, de nombreux étudiants ont trouvé à Saint-Denis un terrain d'application pour leur formation universitaire.

quotidienne, l'artisanat et le commerce urbain du Moyen Age. Grâce aux 25 années de recherche, Saint-Denis est devenue un laboratoire de la conservation en archéologie. L'UASD a pu établir une véritable chaîne archéologique partant des fouilles jusqu'à la présentation des découvertes en passant par la restauration, la conservation et l'étude des objets vestiges du Moyen Age²⁰.

A cette longue liste de services municipaux, il faut ajouter de nombreuses structures indépendantes de l'administration municipale et qui jouent également un rôle d'animation culturelle sur la ville. Le **Théâtre Gérard Philipe de Saint-Denis**, Centre dramatique national (CDN), est le plus connu. Il s'agit d'une société anonyme conventionnée dont les financements proviennent de l'Etat, du Conseil général de la Seine-Saint-Denis et de la ville de Saint-Denis. Cette dernière, propriétaire de ce lieu, ancien théâtre municipal, a également la charge des travaux d'aménagement et d'extension du théâtre²¹.

C'est entre 1900 et 1902 que ce bâtiment fut édifié. A l'origine, cet équipement fut un lieu polyvalent, à la fois théâtre municipal et salle des fêtes et à la fois gymnase communal et service central des Pompiers. Ce théâtre fut une tribune politique pour les maires et les députés de Saint-Denis, mais aussi un lieu de rencontre avec des hommes de culture tel Louis Aragon et son épouse Elsa Triolet, poètes engagés, homme et femme de combat. En dehors des représentations théâtrales et des meetings politiques, le théâtre municipal a longtemps accueilli des tournois de boxe et de lutte, des projections de film... En 1960, en hommage au comédien Gérard Philipe, décédé l'année précédente, le théâtre municipal de Saint-Denis est rebaptisé et porte désormais son nom.

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, les directeurs successifs du théâtre municipal : Jacques Roussillon, José Valverde puis René Gonzalez ont su dynamiser ce lieu d'expressions culturelles et ce malgré des budgets de fonctionnement restreint. Il fallut en effet attendre 1982, dans un contexte de décentralisation et de déconcentration des institutions culturelles, pour que le Théâtre municipal de Saint-Denis, dirigé alors par René Gonzalez, soit classé Centre Dramatique National (CDN)²² et perçoive ainsi des financements de l'Etat. Par la suite, en 1986, Daniel Mesguich, nommé à la tête du théâtre, succéda à René Gonzalez, tout nouveau directeur de la Maison de la Culture de Bobigny. En 1989, c'est au tour de Jean Claude Fall de prendre la direction du Théâtre Gérard

²⁰ Ainsi, l'Unité d'archéologie collabore depuis 1978 avec la maîtrise de sciences et techniques (MST) en conservation-restauration des biens culturels de Paris I-Panthéon-Sorbonne. Cette collaboration s'est pérennisée et officialisée en 1995 par la signature d'une convention entre la ville et l'université. Elle permet aux étudiants de s'exercer sur des travaux pratiques. Par ailleurs, depuis 1988, l'Unité de traitement et d'information en conservation archéologique (UTICA), laboratoire spécialisé dans la restauration des métaux et des matériaux organiques, travaille étroitement avec l'UASD et partage ses locaux.

²¹ Nous reparlerons dans les pages suivantes des missions de service public et du travail de proximité accomplis par le personnel du Théâtre Gérard Philipe.

²² Le directeur d'un Centre Dramatique National est nommé pour trois ans par l'Etat après consultation de la Ville. Son contrat est renouvelable trois fois.

Philippe et ce jusqu'au 1er janvier 1998, date de la prise de fonction de Stanislas Nordey.

En 1998, Stanislas Nordey est déjà bien connu à Saint-Denis. Au début des années 90, il est accueilli “en résidence”²³ au théâtre où il crée et présente plusieurs pièces. Dès son arrivée, il travaille et rencontre de nombreux dionysiens, des personnels de la ville au personnel hospitalier en passant par les étudiants de Paris 8 et les élèves des trois lycées et des six collèges de la ville.

Depuis plusieurs années, le Théâtre Gérard Philippe inscrit dans sa programmation des manifestations qui trouvent un large écho auprès du public dionysien et séquano-dionysien. Parmi les spectacles qui ponctuent cette programmation, citons : “Africolor”, festival de musique mandengue, malgache ou réunionnais ou encore “Enfantillages”, qui fêtera son 10e anniversaire en 1999.

Une des caractéristiques de la municipalité de Saint-Denis est de déléguer à des associations l'organisation d'événements culturels. Ainsi, plusieurs structures associatives reçoivent des subventions de la mairie. Les plus importantes sont versées à deux associations : le “**Cinéma l'Ecran**”²⁴ et le “**Festival de Musique de Saint-Denis**”.

- l'association le Cinéma “**l'Ecran**” fut créée en 1982 dans le prolongement du “Ciné-Club Gérard Philippe” créé en 1964 par la municipalité²⁵. Cette association, aidée par la ville de Saint-Denis²⁶, exploite trois salles classées “Art et Essai, Recherche” et perçoit à ce titre une subvention du Centre National de la Cinématographie (CNC). La première salle est ouverte en 1982. Neuf ans plus tard en septembre 1991, deux nouvelles salles, l'une de trois cents et l'autre de cent places, sont à leur tour inaugurées en plein coeur du centre ville rénové. La capacité d'accueil de ces trois salles s'élève alors à 600 places. A partir de décembre 1982, Alain Losi est nommé directeur de l'Ecran, bientôt rejoint par Catherine Haller responsable de la programmation²⁷.

²³En 1993, un nouveau concept appelé les artistes en résidence fut mis en place et initié par les comédiens Stanislas Nordey et Catherine Anne. Leur mission : travailler en dehors des murs du théâtre avec les Dionysiens et les rencontrer sur leur lieu de travail.

²⁴ Dans les années 1950, la ville de Saint-Denis comptait encore pas moins de 7 cinémas : “Plaine Cinéma” qui a remplacé “l'Arelequin” d'avant guerre situé à la Plaine-Saint-Denis, 1 cinéma à Pleyel et 5 au centre ville (3 cinémas dans la rue de la République, “le Kermesse”, “le Casino” et “le Pathé” auxquels il faut ajouter “le Bijou” et le “Chabrol” l'un situé à la Porte de Paris, l'autre à proximité de la Basilique). Le Théâtre municipal projetait également des Films. Aujourd'hui, tous ces salles de projection ont disparu. Source : Bellanger et Tissot.

²⁵ Roger Bourderon “Naissance d'une cité moderne (1944-1970)” dans Roger Bourderon (sous la direction) Histoire de Saint-Denis, Toulouse, Privat, 1997.

²⁶ Depuis bientôt un an, la chaîne “Les Cinémas Gaumont” a ouvert neuf salles dans le nouveau quartier du Stade de France.

²⁷ En 1997, l'Ecran enregistrait une fréquentation importante de 100 000 entrées et ce, dans des circonstances de concurrence renforcée par la création d'un Multiplex de 17 salles à Villeneuve-la-Garenne et l'ouverture des neuf salles Gaumont dans le quartier du Stade de France à Saint-Denis.

La programmation de l'Ecran est riche et diversifiée. Ce cinéma projette à la fois des films grand public mais aussi des films d'auteurs en version originale sous-titrée et des films adressés à un jeune public. Depuis sa création, l'Ecran, cinéma de proximité, a oeuvré pour la promotion d'un cinéma ouvert sur le monde. L'équipe a à coeur de défendre le cinéma d'auteurs français, européens, mais aussi mondial, en s'appuyant sur des projections et des rencontres régulières entre Dionysiens et créateurs (séances de Ciné-Club, Avant-premières, rétrospectives de cinéastes, participation aux *Rencontres cinématographiques de la Seine-Saint-Denis*, nuit du cinéma fantastique...).

Depuis 1987, l'Ecran organise également chaque année le Festival **“les acteurs à l'écran”**, créé et dirigé depuis sa fondation par Alain Losi. Cet événement est une des rares manifestations cinématographiques en France dédiée entièrement aux nouvelles générations de comédiens. A ce titre, ce Festival soutenu par le Ministère de la Culture décerne le prix Michel Simon qui fut créé en 1989.

- l'association **le Festival de musique de Saint-Denis** fut fondée en 1969 grâce au soutien actif d'élus tels Maurice Soucheyre maire adjoint à la culture qui a été un des tous premiers promoteurs²⁸. Depuis 1978, Jean-Pierre Le Pavec, bien connu à Saint-Denis pour avoir dirigé l'ancien Ciné-Club du Théâtre Gérard Philipe, a pris les commandes de ce festival de musique.

Dès l'origine, le 6 juin 1969, la Basilique lui ouvre ses portes. L'année suivante, en 1970, le Festival s'étend à un deuxième haut lieu religieux, la Chapelle des Carmélites mais aussi à l'Eglise luthérienne de Saint-Denis. En 1979, c'est au tour de la Maison d'Education de la Légion d'Honneur d'accueillir son premier concert²⁹. A travers ces manifestations artistiques, ce festival cherche à promouvoir une image nouvelle et attractive de la ville de Saint-Denis.

A ceux qui pensent que le Festival de musique de Saint-Denis est “élitiste et fermé aux Dionysiens”, Michel Cardoze, répond :

“ On peut tout dire sur le Festival de Musique de Saint-Denis, sauf qu'il fait d'abord courir le “ Tout-Paris ” : les quatre quarts du public sont l'heureux résultat d'une alchimie exceptionnelle : un quart du public vient chez lui, c'est à dire de Saint-Denis même, un autre quart vient de la Seine-Saint-Denis, c'est à dire d'un arc qui va d'Aubervilliers et La Courneuve à Montreuil, via Bobigny, un quart du public vient de Paris..., le dernier quart étant réservé à la fameuse catégorie statistique des

²⁸ Festival de Saint-Denis, premier album 1969-1993, texte de Michel Cardoze, photographies de Gérard Monico, de Marie-Pierre Lagarrigue, de Stéphane Ouzounoff et d'Anna Rouker, Saint-Denis, Editions PSD, 1994

²⁹ Le Théâtre Gérard Philipe a présenté également des spectacles du Festival .

“autre(s)”. Quel autre festival de rang comparable, tous genres confondus... peut revendiquer une telle relation avec son bain de naissance : la population locale ou immédiatement environnante pour moitié de son public ? ”³⁰.

En 1998, dans le cadre du dispositif d'accompagnement de la Coupe du Monde, la municipalité a confié à l'association **“Banlieues bleues”** l'organisation de la première **“Carnavalcade”**³¹. Ce projet initié par la ville de Saint-Denis a rassemblé le samedi 20 juin 1998 dans ses rues plus de 100 000 personnes³². Le succès de cet événement populaire et gratuit, a certainement rappelé aux anciens Dionysiens les défilés festifs de la “foire du Lendit” avec sa **“cavalcade”** animée par des chars, des groupes folkloriques de toutes les provinces, des sociétés sportives locales, le tout encadré par des fanfares dionysiennes. C’est en effet **en 1954** que la municipalité de Saint-Denis renoua avec la tradition de l’antique “Foire du Lendit” en organisant la première Foire-Exposition commerciale ponctuée par la Cavalcade et l’élection de la “Reine de Saint-Denis et de ses Demoiselles d’Honneur”³³. Ce rappel est important car il restitue le poids d’une histoire locale et l’investissement de ses anciens acteurs - élus, militants associatifs... - que l’on a peut-être tendance à oublier au moment où la ville de Saint-Denis se projette et se focalise sur de grands événements en devenir tels les jeux olympiques de 2008.

L’appropriation exemplaire de la Carnavalcade par les Dionysiens est le résultat d'un travail mené pendant plus de six mois. Il fut réalisé au coeur des quartiers, dans les écoles, les collèges, les maisons de quartier ; il fut porté par des associations de quartier, par des associations communautaires portugaises, maliennes, maghrébines... ; il fut relayé par les centres de loisirs, les résidences de personnes âgées³⁴, les démarches quartiers, l'école d'arts plastiques, le conservatoire... Dans un souci de n'exclure personne, les promoteurs de la Carnavalcade ont également travaillé avec la **“Maison de la Solidarité”**. Pour cette réalisation, trois plasticiens, Hervé Di Rosa, Melik Ouzani et Mokeït, cheville ouvrière de ce projet ont créé une ligne graphique avec trois ramifications irriguant les quartiers de la ville³⁵. D'après un récent sondage d'opinion³⁶, la “Carnavalcade”, perçue comme l'initiative la plus populaire, a recueilli un indice de notoriété de 79 %. Cette enquête montre bien que “la Carnavalcade” s'est révélée être un moment d'insertion, de communion et de cohésion

³⁰ op. cit. p. 8

³¹ Ce projet fut financé par le Conseil général de la Seine-Saint-Denis pour moitié, par la ville de Saint-Denis mais aussi par une vingtaine de villes du département. Il fut également soutenu par des partenaires privés : EDF, France Télécom ou ARTE.

³² Précisons également que le suivi de la Carnavalcade délégué à Fabienne Couton chargée de mission, n'a pas été piloté par la direction des affaires culturelles mais par “Saint-Denis 98” émanation directe de la Direction générale.

³³ Les Bulletins municipaux de la municipalité de Saint-Denis rappellent ses pages d’histoires dionysiennes.

³⁴ Nous pensons en particulier à la “Chorale Dionysia” qui rassemble les résidents du foyer de retraités du centre ville.

³⁵ Ces artistes ont conçu plusieurs éléments imposants, une vingtaine de chars, plus de 2 500 costumes réalisés par les ateliers de confection mis en place dans la ville.

³⁶ Sondage de l'Institut Louis Harris réalisé à Saint-Denis les 2,3 et 5 octobre 1998.

partagées.

La municipalité soutient aussi des associations dites “**en résidence**”. **La Compagnie DCA-Philippe Decouflé** ou “**Les musiques de la Boulangère**” du compositeur Nicolas Frize³⁷ se voient attribuer des subventions et des lieux de répétitions. Ainsi, “La chaufferie”, entreprise dionysienne désaffectée, est mise à la disposition de la compagnie Decouflé. Dans le cadre du dispositif d'accompagnement de la Coupe du monde, la Compagnie DCA Découflé a perçu, outre une subvention annuelle de fonctionnement, une aide financière exceptionnelle pour son spectacle “**Triton et les petites tritures**” présenté dans le quartier Franc-Moisin.

Enfin, pour parfaire cette description, évoquons, même sommairement, la **Basilique de Saint-Denis**, nécropole royale et premier monument gothique de France, qui tient une place centrale, mais à part, dans ce paysage hétéroclite. Cet édifice, qui a traversé l'histoire de Saint-Denis, est un monument d'Etat affecté au culte. Il fait partie du patrimoine géré par la Caisse nationale des monuments historiques et des sites³⁸. En 1997, ce haut lieu touristique fut visité par plus de 113.000 personnes³⁹.

Face à ce paysage et à ces acteurs culturels aux statuts juridiques contrastés, la direction des affaires culturelles est devenue un interlocuteur incontournable et un partenaire qui organise et coordonne chaque année les journées du patrimoine, la fête de la musique, la fête du livre, l'exposition de l'union des arts plastiques⁴⁰, les journées “porte ouverte” des ateliers d'artistes dionysiens ou encore l'exposition “Artifices” biennale des arts et des nouvelles technologies...

Le déploiement impressionnant d'un si grand nombre de lieux et d'événements culturels ne doit pas faire oublier, aux promoteurs de la culture, la nécessité constante de redéfinir, sur les courts et moyens termes, les orientations et les actions culturelles dont l'adéquation avec les attentes des Dionysiens, usagers et citoyens, est un enjeu considérable pour la cohésion de la cité.

³⁷ Nicolas Frize travaille depuis plusieurs années à Saint-Denis. Son association “Les Musiques de la Boulangère” a choisi comme lieu de résidence cette cité. Depuis 1974, ce musicien-compositeur est l'auteur de 90 créations et 250 concerts. A Saint-Denis, il a créé entre autre “Concert de Pierre 3ème” présenté au Théâtre Gérard Philipe, “Composition française” en la Basilique de Saint-Denis, “Patiemment” à l'Hôpital Delafontaine...

Nicolas Frize a participé au projet “Mémoire des gens, Mémoire de ville” en constituant un atelier intitulé “l'ouïe, le vide et la musique” financé par la DRAC Ile-de-France.

³⁸ Cet organisme est placé sous la tutelle de la direction du patrimoine du Ministère de la Culture et de la Communication.

³⁹ Source : Service administratif de la Basilique de Saint-Denis, septembre 1998.

⁴⁰ L'Union des arts plastiques est selon Marylène Lenfant, journaliste au Journal de Saint-Denis, une association culturelle dionysienne âgée de 52 ans. Chaque année cette association organise un salon exposant des créations de professionnels ou d'amateurs. Depuis vingt ans, le conservatoire municipal accueille l'atelier de l'UAP (JSD du 28/10/1998-3/11/1998).

II - DES ENJEUX AUTOUR D'UNE HISTOIRE ET D'UNE AMBITION : DEMOCRATISER LA CULTURE

Saint-Denis : une politique culturelle en résonance avec son histoire

De par son histoire, la commune de Saint-Denis, haut lieu patrimonial français, occupe une place atypique dans l'agglomération parisienne. Saint-Denis est une ville à contre-courant de la représentation classique d'une commune de banlieue. Elle n'est assimilable ni aux cités “dortoirs”, ni aux villes sans Histoire. Peu de villes peuvent, en effet, s'enorgueillir d'un héritage aussi prestigieux. L'histoire de France, depuis les époques médiévales et les temps modernes jusqu'aux périodes plus récentes de la Révolution industrielle, a marqué le paysage monumental de cette commune. L'édification de la Basilique, nécropole des rois de France, de l'Abbaye royale, du Carmel, de la Chapelle des Carmélites, du couvent des Ursulines, mais aussi la construction d'imposants bâtiments industriels⁴¹, témoignent du rayonnement architectural de cette cité.

Face à ce passé, les municipalités successives ont cherché, depuis plusieurs décennies, à se réapproprier et à valoriser cette histoire locale. Elus et administrateurs communaux ont ainsi valorisé ce patrimoine devenu un véritable enjeu de mémoire légitimant l'action politique du pouvoir local, au même titre que les politiques du logement, de lutte contre l'insalubrité ou de construction de groupes scolaires.

En ce sens, l'inauguration en 1981 du **musée d'art et d'histoire de Saint-Denis** témoigne parfaitement de cette volonté de concilier, ce que certains ont pu juger “inconciliable”, à la fois un haut lieu architectural de l'histoire religieuse, le Carmel fondé en 1625, mais aussi l'exposition d'un fonds considérable et unique sur l'histoire de la Commune de Paris de 1871. Jean Rollin⁴², conservateur du musée de 1969 à 1988 fut l'ardent promoteur de ce projet de réhabilitation et de mise en valeur de ce monastère sauvé en 1972 de la destruction par la ville de Saint-Denis⁴³. Jean Rollin insistait dans une de ces publications sur “le souci de la municipalité de sauver cette partie du patrimoine de la ville qui se rattache de par son importance au patrimoine national”⁴⁴.

⁴¹ Parmi ces bâtiments citons : la maison d'orfèvrerie Bouilhet-Christofle, la pharmacie centrale, les chemins de fer industriels, les ateliers de matériel SNCF, la compagnie des entrepôts des magasins généraux, l'usine à gaz du Cornillon...

⁴² Sous la direction de Jean Rollin, le Musée de Saint-Denis a été en 1982 le lauréat principal du Prix européen du musée.

⁴³ Jean Rollin nous précise dans la brochure intitulée La mémoire du Carmel : “ Dès 1957, une délibération du conseil municipal s'opposait à un plan de spéculation immobilière qui visait à raser les bâtiments conventuels afin de construire 162 logements. La municipalité en demandait alors la réservation pour “services publics” au plan communal d'aménagement, et, en 1972 procédait à leur acquisition pour 4 060 000 francs, sans subvention de l'Etat, afin de le rénover et d'y installer le musée municipal, logé dans des locaux inadaptés et étroits. ”

⁴⁴ “ Entretien avec Jean Rollin ”, MUSEUM (revue publiée par l'UNESCO), n° 142, 1984.

L'**archéologie urbaine** fut également au coeur des orientations culturelles des municipalités dionysiennes. Saint-Denis fut en effet parmi les premières villes avec Tours à promouvoir le patrimoine archéologique urbain. Au début des années 70, les autorités municipales acceptèrent de soutenir cette entreprise de prospection, d'exploitation et de conservation qui est à l'origine de la constitution d'un fonds documentaire d'une valeur inestimable. La rénovation du quartier de la Basilique a donc permis d'éclairer les Dionysiens sur les grandes étapes de la formation de leur ville.

De cette rénovation urbaine est né en 1982 un service municipal pionnier en France : l'**Unité d'archéologie de Saint-Denis** (UASD) dont les missions ont permis de pérenniser le travail des archéologues entrepris depuis 1973. Les 12 % de la superficie de la ville médiévale, lieu de sondages et de fouilles systématiques, n'ont pas pesé sur le développement de Saint-Denis. Tout au contraire, la diffusion des informations recueillies⁴⁵ a contribué à l'affirmation d'une identité territoriale au coeur de la région parisienne. Ces découvertes ont permis de délimiter les contours d'une culture matérielle médiévale avec ces espaces religieux, ces espaces politiques, ces espaces d'échanges... rappelant ainsi que Saint-Denis fut un haut lieu de l'Occident médiéval avec sa puissante abbaye, dépositaire des tombeaux des rois de France, avec ses lieux d'échanges économiques tels la foire du Lendit. L'UASD, qui comme le musée valorise l'histoire locale, "allie, selon Nicole Meyer-Rodrigues, une volonté d'ancrage dans la vie culturelle locale avec celle d'une ouverture au niveau national, voire international".

Dans cette perspective, les municipalités de Saint-Denis ont longtemps donné une priorité à la promotion et à la conservation de leur domaine archéologique et architectural. Mais elles ont aussi depuis plus de vingt ans souhaité, selon Maurice Soucheyre⁴⁶, "préserver un équilibre satisfaisant entre les dépenses consacrées à la sauvegarde et la mise en valeur du patrimoine et un soutien indispensable à la création vivante, aux artistes qui prolongent aujourd'hui cet héritage"⁴⁷.

Dans ce contexte, chercher à établir une périodisation de la vie culturelle à Saint-Denis ne relève pas d'un exercice simple. Pour schématiser à grands traits, ces cinquante dernières années ont été ponctuées par deux grands mouvements. Le premier mouvement fut marqué par la création et la mise en oeuvre de grands équipements et de grands événements. La filiation de ces politiques municipales s'inscrit en partie dans le prolongement du "communisme municipal" dont le projet politique et les réalisations

⁴⁵ Ces informations concernent le bâti, la stratigraphie, le matériel archéologique...

⁴⁶ Maurice Soucheyre élu au Conseil municipal de 1953 à 1995 a été pendant plusieurs mandats maire adjoint délégué aux affaires culturelles.

⁴⁷ Avant-propos de Maurice Soucheyre, maire-adjoint délégué aux affaires culturelles pendant, publié dans la brochure Musée d'art et d'histoire de la ville de Saint-Denis dans les bâtiments rénovés de l'ancien carmel..

communales ont imprégné, à partir du début des années Trente, le paysage culturel des communes de la banlieue parisienne⁴⁸.

Dans des circonstances de fragilisation du lien social, de désaffection du public et d'interrogations des acteurs publics, le second mouvement, plus proche de nous, a pris la forme d'une reconquête culturelle. S'appuyant souvent sur des structures existantes - théâtre, bibliothèques, archives... - les acteurs publics, élus et professionnels, ont alors réorienté l'intervention culturelle avec pour perspective la mise en oeuvre de projets ambitieux intégrant une nouvelle échelle d'investigation : celle des quartiers.

Un enjeu nouveau et d'actualité : la mise en oeuvre de partenariats

En France, le paysage culturel est dominé par quatre partenaires : les trois collectivités locales (communes ou syndicats intercommunaux, départements, régions) et l'Etat par l'intermédiaire notamment des Directions régionales des affaires culturelles (DRAC) fondées en 1977. Rappeler cette évidence à un lectorat averti peut paraître étonnant. Pourtant la nécessité d'intégrer cette dimension tripartite est indispensable pour mieux cerner l'évolution et le développement des politiques et des dépenses culturelles municipales des villes françaises.

Les politiques municipales sont en effet devenues, depuis plus de vingt ans, des entreprises partenariales. L'Etat, à travers la signature de chartes culturelles de 1975 à 1981, de conventions de développement culturel de 1982 à 1993 et plus récemment en 1991 de contrat de ville, est devenu à l'échelon local un acteur public important. Cette participation de l'Etat, que certains jugeront bien tardive, s'est inscrite dans un mouvement de redéfinition de l'action culturelle des institutions communales.

A Saint-Denis, alors que seules quelques conventions ont été signées entre la ville et l'Etat, le développement de partenariat plus ambitieux devient une priorité. Récemment, les services de l'Etat et en particulier ceux de la délégation régionale à l'action culturelle (DRAC) ont reconnu l'importance du projet municipal consacré à la lecture publique, projet qu'ils sont prêts à subventionner.

Les partenariats avec le Conseil général de Seine-Saint-Denis doivent également s'intensifier. Le musée de dimension nationale travaille avec un grand nombre d'établissements scolaires de Seine-Saint-Denis. En ce sens, ce lieu d'accueil est en droit

⁴⁸ Pour approfondir la question du communisme municipal et de la mise en oeuvre des politiques culturelles en banlieue parisienne, nous incitons les lecteurs à se reporter aux travaux pionniers de l'historienne Sylvie Rab qui a consacré sa thèse de doctorat à la culture en banlieue dans les années Trente. Sa thèse de doctorat d'histoire, dirigée par Michelle Perrot (Université de Paris VII) et soutenue en décembre 1994, s'intitule " Culture et Banlieue : Les politiques culturelles dans les municipalités de la Seine (1935-1939) ".

d'attendre des instances départementales une participation à la hauteur des qualités architecturales de ce monument historique et de la résonance de ses collections et de ses expositions. Enfin, la région Ile-de-France, qui intervient déjà dans la restauration de patrimoine classé, va certainement renforcer son soutien à la création et à l'animation culturelle des communes franciliennes.

Dans un contexte de stagnation des dépenses culturelles, le mécénat d'entreprises privées est devenu une source de financement non négligeable. Les Acteurs à l'Ecran, le Festival de musique ou l'exposition biennale "Artifice" consacrée à l'art et aux technologies, ont ainsi développé depuis plusieurs années une recherche de ce mécénat privé.

III - CHANTIERS OUVERTS SUR LA VILLE

Le Théâtre Gérard Philipe de Saint-Denis ou la consécration d'un service public citoyen

“ Pour un théâtre citoyen... Pour que le citoyen puisse considérer le moment de la venue au théâtre comme un geste simple, nécessaire, une joie, un petit bonheur, il faut reconsidérer la façon dont le théâtre s'adresse à lui.

Pour que le théâtre public garde une identité forte, il faut réaffirmer ses missions... Il ne s'agit pas d'être dans l'air du temps mais plutôt de ne jamais se trouver dans un décalage involontaire avec ce qui se joue autour de nous... Nous pensons que c'est maintenant, qu'il faut réinterroger nos pratiques...

Pour nous, le théâtre est un îlot de résistance formidable de la pensée... un lieu accessible à tous, un théâtre de service public, un théâtre qui n'exclut personne. (nos missions) visent à faciliter la sortie au théâtre en faisant reculer les obstacles économiques, géographiques et culturels...

Le Théâtre Gérard Philipe de Saint-Denis est, par définition, le théâtre des dionysiens... Nous voulons que ce théâtre soit celui d'une ville et de ses habitants même s'il est aussi celui d'un département, d'une région d'un territoire.

Pour mener à bien ce projet nous avons besoin de l'engagement des équipes artistiques..., de la force militante de l'équipe du théâtre et du regard curieux et encourageant de nos tutelles (Ville, Etat et Conseil général)...”⁴⁹

“Le Manifeste” s'accompagne d'une programmation dense de diversité. Une trentaine

⁴⁹ Ce texte, plus communément appelé “Le manifeste”, est signé par Emmanuel Clolus, Delphine Eliet, Valérie Lang, Stanislas Nordey, Laurent Sauvage, Josée Schuller, Jean-Jacques Simonian, Serge Tranvouez, présentés comme “ les nouveaux équipiers du Théâtre Gérard Philipe de Saint-Denis ”.

de propositions sont présentées dans un théâtre ouvert toute l'année, sans interruption, du 1er janvier au 31 décembre. Cette programmation innovante, qui maintient aussi des spectacles bien ancrés dans la cité - Africolor, Enfantillages -, se déploie hors les murs, dans toute la ville. De nombreux spectacles sont en effet proposés dans différents quartiers, dans des lieux relais, à la Plaine-Saint-Denis, salle Wilson ou à Delaunay-Belleville, à l'Institut médico-éducatif (IME).

Ce redéploiement au coeur des quartiers se manifeste encore avec la création d'une permanence hebdomadaire du théâtre dans les locaux de "l'espace service public" au Franc-Moisin. Dans cette politique de reconquête, le personnel du théâtre participe à toutes les démarches quartiers de la ville. Il met en place des ateliers ouverts aux Dionysiens et à leurs associations, des ateliers en milieu scolaire... Il poursuit et développe un travail partenarial avec la direction municipale des affaires culturelles, l'université de Paris 8, les établissements scolaires (écoles, collèges, classes A3 au Lycée Paul Eluard)... En outre, la direction du théâtre a attribué la concession de son restaurant à l'association "Tanina" des femmes du Franc-Moisin. Ce choix témoigne encore de cette volonté d'ancrage et du souci de valoriser les militants du lien social.

Depuis janvier 1998, l'équipe du théâtre multiplie les rencontres publiques avec des professionnels - postiers, personnel hospitalier ou personnel communal... De même, le "**Dimanche au Théâtre**", qui se tient un dimanche par mois, est devenu un temps fort d'échanges et de convivialité ponctué par des animations musicales, de la danse, des discussions autour des créations théâtrales...

Fidèle à ses engagements, Stanislas Nordey a institué une politique de tarification innovante : création d'un tarif unique à 50 francs la place, création d'un abonnement à 200 francs pour dix spectacles au choix et surtout création d'un laissez-passer dionysien à 200 francs donnant un libre accès à tous les spectacles de l'année avec possibilité de voir plusieurs fois la même création⁵⁰. Cette tarification a rencontré un succès important démontrant ainsi que ce dispositif répondait bien à une demande publique. Ainsi, en septembre 1998, moins d'un an après la nomination de la nouvelle direction, le théâtre compte près de 2400 abonnés dont plus 800 Dionysiens bénéficiant d'un laissez passer.

Ce Théâtre "citoyen", au risque de déplaire, n'a cédé ni sur ses principes, ni sur ses engagements. Dans ce théâtre, des "sans voix" ont prit la parole. Dans ce lieu de "parrainages républicains", des "Sans papiers" ont pu faire entendre leur droit de cité. Dans ce lieu d'accueil, des enseignants et des parents d'élèves de la Seine-Saint-Denis "en lutte" ont trouvé l'hospitalité. Toutes ces manifestations culturelles et citoyennes portées ou soutenues par l'équipe du Théâtre Gérard Philipe s'orientent dans la même direction : la

⁵⁰ La contre partie de ce dispositif tarifaire est la suppression de toutes les invitations.

valorisation et la défense des missions d'un service public retrouvé.

“Mémoire des gens, mémoire de ville”, travail transversal de proximité au coeur des quartiers

La direction des affaires culturelles a renoué avec une tradition déjà ancienne de valorisation du quartier. De fait, depuis deux années, elle a su déconcentrer ses projets et ses activités culturelles en modifiant son échelle d'intervention. Le projet “mémoire des gens, mémoire de ville”, conçu et présenté dans les différents quartiers de la ville, s'inscrit dans une politique de redéploiement plus général de l'action municipale.

Les acteurs culturels de cette direction, élus et professionnels, ont cherché à impulser de la transversalité dans la conception de leurs nouveaux projets. Cette impulsion fut ainsi au coeur de la réalisation du projet “mémoire des gens, mémoire de ville”. Cette initiative, coordonnée par la direction de la culture, fut portée par plusieurs partenaires : les services municipaux rattachés à la direction de la culture (musée d'art et d'histoire, unité d'archéologie, réseau des bibliothèques), les archives municipales, le service des retraités et des personnes âgées...

La résonance de ce projet put s'étendre à toute la ville grâce, d'une part à la participation de structures municipales de proximité (2 maisons de quartiers et les démarches quartiers Allende, Franc-Moisin, Mutuelle, Centre-ville, La Plaine-Saint-Denis et Floréal), mais également grâce au soutien d'associations de terrain telles le comité de quartier Franc-Moisin Bel-Air. Des partenaires extérieurs à la ville s'associèrent à ce projet : les cinémas l'Ecran, le Théâtre Gérard Philipe de Saint-Denis, le service d'action culturelle et artistique de l'université Paris 8-Saint-Denis, la maison d'éducation de la légion d'Honneur avec l'accord de la grande chancellerie de la Légion d'Honneur et la Basilique de Saint-Denis...

A travers ce projet culturel de quartier, la direction des affaires culturelles a souhaité accompagner et promouvoir, à son niveau, les politiques de la ville. Aujourd'hui, pour prolonger ce travail, elle souhaite s'engager dans de nouveaux partenariats avec des communes du département, la préfecture, le conseil général, la région, les services déconcentrés de l'Etat... En ce sens, elle souhaite élaborer et signer des conventions avec l'Education Nationale pour poursuivre ce travail de proximité auprès des écoles et des établissements scolaires des différents quartiers de la ville.

La Lecture publique, une priorité pour “une ville, populaire, solidaire et dynamique”

En 1998, une étude réalisée par le cabinet Tosca a établi un état des lieux de l'offre de

lecture publique à Saint-Denis. De son analyse critique sur le fonctionnement de la bibliothèque, le cabinet d'étude a tiré plusieurs conclusions :

“ Le bilan de l'existant fait apparaître une inadaptation du réseau de la lecture publique de Saint-Denis caractérisée : par un déficit de projet mobilisateur, par un déficit de structures qui révèle une desserte insuffisante et inégalitaire du territoire et par un déficit de moyens de fonctionnement (collections insuffisantes...). La bibliothèque municipale ne peut se contenter d'être à la disposition des publics. Cette position passive aboutirait au renforcement des inégalités face à la lecture et à la culture... Elle doit donc aller au devant des publics et avant tout de ceux qui, pour des raisons différentes, n'utiliseront pas spontanément ses services⁵¹. ”

Devant ce bilan analytique et critique, la nouvelle direction de la bibliothèque avec à sa tête Madeleine Deloule et Luc Matray maire adjoint à la culture ont défini et proposé de nouvelles orientations. Dans un entretien qu'elle nous a accordé, Madeleine Deloule nous rappelle que le projet de développement de la lecture publique s'inscrit parfaitement dans l'esprit du contrat communal intitulé : “Saint-Denis, ville populaire, solidaire, dynamique”.

“ Ces mots sont particulièrement chargés de sens pour une bibliothèque publique, qui tend à mettre à la disposition de tous les habitants... des documents permettant le développement individuel.... Il faut mettre en oeuvre des actions spécifiques pour améliorer l'accès et l'usage de cet équipement ouvert à un public aux besoins différents (jeunes, adolescents, public de quartier, chômeurs, personnes âgées...). Pour Madeleine Deloule, il faut renouer avec la tradition de gratuité tout en privilégiant : une desserte égalitaire (à travers les annexes), une politique d'acquisition de grande ampleur, une valorisation du fonds ancien⁵², un développement de partenariat et une ouverture aux pratiques amateurs... Saint-Denis, ville de banlieue politiquement ancrée à gauche, mais aussi ville d'histoire, ne peut se développer sans que ces questions du livre et de l'écrit, dans leurs diverses composantes, soient posées... la Municipalité, par le biais de la bibliothèque, équipement de développement culturel et éducatif de base, a un rôle positif à jouer. ”

Depuis 1995, le développement de la lecture publique est présenté comme une priorité culturelle dont la ligne directrice reste toujours la “démocratisation” des lieux de culture. De 1996 à 1998, la municipalité, avec l'aide de la DRAC, a investi dans l'achat d'un

⁵¹ Les lecteurs pourront se reporter au rapport dit “Tosca”, vol. II, p. 11.

⁵² La mise en valeur et l'exploitation de la richesse du fonds ancien pourraient faire de Saint-Denis et de sa bibliothèque un lieu de recherche pour l'histoire sociale. Mais, à la différence des archives municipales qui ont entrepris, depuis plusieurs années, un travail remarquable de valorisation de leurs fonds (inventaires, exposition...) la bibliothèque centrale n'a pas eu les moyens ni de recenser, ni d'informatiser ses fonds documentaires.

nouveau bibliobus et dans l'informatisation des bibliothèques. Cependant, l'augmentation du budget de fonctionnement (acquisition d'ouvrages, augmentation des effectifs, animations...), la création de nouveaux équipements (médiathèque), l'accès du public aux nouvelles technologies, le développement d'une politique de quartier à travers le réseau des bibliothèques de Saint-Denis conditionnent toujours la réussite de ce projet. Consciente des fonds considérables qu'il faudra investir dans cette politique, la direction des affaires culturelles travaille actuellement avec l'Etat sur une convention pluriannuelle fixant les modalités d'intervention de chaque partenaire⁵³.

Conservatoire, EMAP, Archives municipales, Unité d'archéologie... : des projets ambitieux pour des équipements de proximité et des services publics éducatifs

A quelles missions de service public, un conservatoire municipal de musique et de danse agréé par l'Etat et une école municipale d'arts plastiques (EMAP), doivent-ils répondre ? Doivent-ils ouvrir leurs cours à un public ciblé et localisé dans le quartier du centre ville, ou au contraire accueillir un public plus large et représentatif de la population dionysienne ? Le débat, qui reste ouvert, est d'actualité au moment où l'on réfléchit à l'édification d'un conservatoire répondant aux exigences et aux besoins nouveaux d'une ville de plus de 90.000 habitants.

Depuis 25 ans, le **conservatoire** municipal est localisé dans un bâtiment provisoire. La direction de la culture souhaite construire une nouvelle école qui intégrerait de nouveaux enseignements : les danses contemporaines, les musiques du monde, les musiques amplifiées... Ce conservatoire pourrait ainsi devenir un lieu de ressource, d'apprentissage et d'expression de ces nouvelles pratiques.

Dans le même esprit, la nouvelle direction de l'**école municipale d'arts plastiques** pose les questions du fonctionnement et des pratiques culturelles de cette école. Elle pose également la question du public qui fréquente ce lieu et souhaite, tout en élargissant ses enseignements à l'histoire de l'art par exemple, s'ouvrir aux nombreux artistes dionysiens.

Le service des **archives municipales** souhaite devenir un lieu d'ancrage et de promotion d'une éducation citoyenne auprès des jeunes générations⁵⁴. A cet effet, ce lieu de recherche veut mettre en perspective les interrogations contemporaines auxquelles sont confrontés les Dionysiens en s'appuyant sur les expériences du passé : l'édification de la République,

⁵³ Selon Madeleine Deloule, les subventions de la DRAC, de la région, du département... pourraient couvrir jusqu'à 80 % des dépenses.

⁵⁴ Ainsi, soulignons que depuis plusieurs années, les archives municipales participent au Concours national de la Résistance en aidant les élèves des collèges et lycées de Saint-Denis à réaliser des projets et des dossiers sur cette période historique qu'ils n'ont pas connue.

l'histoire du suffrage universel et de la citoyenneté, l'histoire de l'immigration et de son intégration dans l'espace communal, l'histoire des quartiers... Les archives désirent également mettre en lumière la nature et les continuités de l'intervention municipale qui s'inscrit bien dans la durée. Dans cette perspective, les archives ont l'ambition d'améliorer l'accueil du public et en particulier celui des jeunes en travaillant notamment avec l'éducation nationale sur des projets pédagogiques et mémoriaux.

L'**Unité d'archéologie** a proposé la création d'une "**maison de l'archéologie**" et d'un centre de documentation sur la culture matérielle au moyen âge. Ce projet est au coeur des missions de ce service public. Ces champs d'investigation sont : les fouilles, la publication scientifique des découvertes et la socialisation du travail accompli. L'Unité d'archéologie souhaite également parvenir à l'informatisation et à la numérisation de son fonds documentaire⁵⁵. Cette "maison" existe déjà et rassemble trois structures : l'Unité d'archéologie, la maîtrise science et technique de Paris I et le laboratoire de restauration et de conservation d'objets archéologiques⁵⁶. Ce lieu présenterait les différentes étapes constituant la chaîne archéologique. L'UASD, tout en étendant les fouilles à l'ensemble du territoire communal veut poursuivre la publication scientifique de ses recherches⁵⁷. La volonté de ce service est d'offrir à un public plus large une compréhension de l'ensemble de la ville de ses origines à la veille de son industrialisation. A ce titre, elle peut faire valoir ses succès auprès du public dionysien. Ainsi, en janvier 1997, la conférence de Nicole Meyer-Rodrigues⁵⁸ sur le thème de l'archéologie urbaine à Saint-Denis rassembla 400 personnes à la Bourse du travail. L'écho de cette initiative témoigne bien du capital de sympathie accumulé par ce service. Fort de ce succès, l'UASD veut poursuivre ce travail de socialisation en direction de tous les publics. Aussi, elle souhaite développer les journées portes ouvertes sur ses chantiers, participer au dispositif de lutte contre l'exclusion sociale et culturelle⁵⁹. Elle cherche à poursuivre un travail de proximité avec les maisons de quartiers, les associations... en s'appuyant sur son action culturelle engagée autour du "**parcours historique**" et des visites organisées par l'UASD qui ont déjà rassemblé plus de 800 personnes ⁶⁰.

Sans pouvoir développer tous les projets en devenir, citons simplement, sans être

⁵⁵ Ce projet représente un intérêt pour la recherche nationale et internationale.

⁵⁶ Il s'agit de l'Unité de traitement et d'information en conservation archéologique (UTICA), association loi 1901. Ce laboratoire travaille avec toute la France.

⁵⁷ sur le modèle de l'Atlas historique.

⁵⁸ Cette conférence intitulée "Saint-Denis : dix-huit siècles d'histoire ou l'archéologie raconte la ville" s'est tenue le 31 janvier 1997. Elle fut présentée par Nicole Meyer-Rodrigues, archéologue de formation ingénieur au service régional de l'archéologie d'Ile-de-France (ministère de la Culture). Après avoir été détachée des services du ministère, Nicole Meyer-Rodrigues vient d'être nommée directrice de l'Unité d'archéologie de Saint-Denis (UASD).

⁵⁹ Dans cette perspective, l'UASD s'ouvre à des groupes d'alphabétisation et à toutes les formes d'insertion.

⁶⁰ D'après le sondage déjà cité publié dans le Journal de Saint-Denis n° 334, 76 % des Dionysiens jugent "Plutôt de bonne qualité" le parcours historique juste derrière la Carnavalcade (88 %), l'illumination de la Basilique (86 %) et les écrans géants (78 %).

exhaustif, certains d'entre-eux ; le projet d'étude des pratiques musicales contemporaines et en particulier celui consacré aux musiques du monde qui paraît important dans une ville qui s'enrichit, depuis des siècles, des apports culturels de l'immigration. Citons encore, le projet de création d'un “Café musique”, le projet “d'une maison des pratiques amateurs” ; le projet de valorisation et de promotion des sites industriels, en collaboration avec le service de l'inventaire de la DRAC...

IV - DYNAMIQUES ET PERSPECTIVES D'UNE POLITIQUE CULTURELLE MUNICIPALE EN MOUVEMENT

Une direction des affaires culturelles en développement

De par cette richesse patrimoniale et événementielle, la direction des affaires culturelles est devenue un lieu de promotion et de coordination de l'expression et de la création artistique dans cette ville. Les directions qui se sont succédées à la tête de ce service, tout en portant souvent un regard critique sur les modes de financement des grands événements, sur le fonctionnement des équipements et sur la qualité de l'offre culturelle proposée, n'ont pas eu la prétention de faire table rase du passé, mais ont plutôt cherché à s'appuyer sur l'existant.

Dès sa prise de fonction, la nouvelle direction⁶¹ affichait la volonté de voir son service se développer. Le souhait affirmé de changer la dénomination de cette direction est en ce sens révélateur. Une nouvelle appellation, “direction du développement et de l'action culturelle”, pourrait ainsi voir le jour. Bien que formelle, cette nouvelle désignation s'inscrit dans un contexte de dynamisme local qui, au regard de ces vingt dernières années, a vu s'étendre le champ d'intervention culturelle des communes et de Saint-Denis en particulier.

La direction des affaires culturelles, un temps confrontée à un manque de personnel, a pu voir ses services s'étoffer pour mieux répondre à ses différentes missions de service public. S'appuyant sur le dispositif législatif des lois “Aubry” concernant “les besoins nouveaux et les emplois nouveaux”, elle a commencé à intégrer dans ses effectifs une

⁶¹ En septembre 1996, Bérénice Gulmann est nommée au poste de directrice des affaires culturelles de la mairie de Saint-Denis. Elle succède, après quelques mois de vacance, à Anne Perrot qui a dirigé ce service pendant 13 ans. Après une formation universitaire d'archéologue à Paris I-Panthéon Sorbonne, B. Gulmann occupe diverses fonctions : archéologue dans l'unité du département du Val-de-Marne de 1982 à 1984, bibliothécaire à Choisy-le-Roi (Val-de-Marne) de 1984 à 1989, déléguée départementale adjointe à la musique dans le Val-de-Marne de 1989 à 1991, directrice des affaires culturelles et du théâtre municipal d'Etampes (Essonne) de 1991 à 1996.

A ses côtés, une adjointe de direction, Véronique Cousin, responsable de la gestion au quotidien des tâches administratives et Jean-Christophe Baudet, chargé de mission qui se consacre au suivi des projets culturels, aux relations avec les associations et à la communication transversale en direction de l'ensemble des acteurs culturels sur la ville.

dizaine d'emplois-jeunes déployés dans tous les services municipaux : 4 emplois à la bibliothèque, 2 à l'école de musique, 2 au cinéma, 2 à la direction de la culture, 2 à l'unité d'archéologie, 2 au musée, 2 à l'Ecran... Bien que des questions importantes se posent autour de la formation, de l'encadrement et de l'intégration de ces nouveaux emplois, cet apport humain est un atout maître pour le développement et le déploiement de nouveaux services (médiation, apprentissage des nouvelles technologies, promotion du patrimoine et des fonds anciens...).

Cette progression des effectifs s'accompagne d'une réflexion plus générale visant à réorganiser la direction des affaires culturelles et à favoriser une meilleure coordination administrative et humaine des équipements et des événements culturels sur la ville. Cependant, il ne s'agit que d'une première étape, il reste à poursuivre et à mener à bien **“une réflexion interdisciplinaire et transversale permettant l'émergence d'un projet culturel global et cohérent”**⁶².

A ce titre, le jugement porté par la direction des affaires culturelles sur l'offre culturelle à Saint-Denis interpelle :

“ pas de réflexion globale sur l'offre culturelle, il faut lui donner du sens, de la cohérence, affirmer les priorités, prévoir un programme de développement sur 10 ans ”⁶³.

A Saint-Denis, il y a un effet d'annonce important autour de grandes structures ou de grands événements dont les budgets dépassent souvent les millions de francs alors que le budget de fonctionnement de structures de proximité, certes plus modestes, comme l'école de musique ou de l'école municipale d'arts plastiques, peine à dépasser les 100.000 francs. Face à ce constat, il ne faut pas pour autant chercher à opposer tel ou tel lieu culturel dont les dimensions d'accueil, les offres culturelles ou les missions de services publics sont différentes. Au contraire, il paraît intéressant de chercher à réunir les conditions pour qu'émergent des synergies, des transversalités...

La participation financière et logistique de la ville de Saint-Denis aux fonctionnements de ces grandes structures s'est toujours accompagnée de cahiers des charges aux exigences bien déterminées. La municipalité a conservé par ce biais un droit de regard et peut veiller ainsi aux respects des engagements contractés.

Dans cette optique, le Festival de Saint-Denis, sur le modèle de la “Carnavalcade”

⁶² Direction des affaires culturelles, Rapport d'actualité AS/BG/E20, présenté par Luc Matray et Pierre Quay-Thevenon, objet : “ Réorganisation de la Direction de la Culture... ”.

⁶³ Entretien - direction des affaires Culturelles - juillet 1998.

pourrait, en amont de sa programmation estivale, développer et intensifier ses activités culturelles au coeur des quartiers en renouant ainsi avec une tradition de proximité qu'il initia lui même. De fait, en 1991, Le Festival de musique produisit un opéra mémorable, **“Composition française”** de Nicolas Frize. Cette création présentée en la Basilique fut à ce titre exemplaire. “Compositions française”, avec ses choeurs d'enfants venus des écoles de la Plaine-Saint-Denis et du Franc-Moisin, fut bien une oeuvre ancrée dans la cité et reflétant l'image cosmopolite du Saint-Denis contemporain. Avant cette représentation, jamais la Basilique de Saint-Denis n'avait accueilli et rassemblé autant de “couleurs vocales et religieuses”.

“ En résumé : Saint-Denis présente une offre éclectique, pluridisciplinaire mais segmentée intervenant fortement dans l'aide aux structures à vocation nationale, l'aide à la création dans certains domaines (spectacles vivants essentiellement Théâtre/Danse) et aux manifestations événementielles (Festivals)... La collectivité locale a une responsabilité politique, sociale et territoriale. En la matière, la ville de Saint-Denis ne l'assume globalement que de manière ponctuelle et insuffisante et a laissé dans une pauvreté de moyens et de projet les structures culturelles en régies directes à même d'assumer ces missions (réseau de Lecture Publique, Ecole de musique, Ecole d'arts plastiques...) ”⁶⁴.

Face à ce constat, les acteurs municipaux reconnaissent qu'il est difficile de réorienter et de donner un sens nouveau à l'action publique. Ils plaident pour une redéfinition de l'intervention municipale, intervention moins diffuse et mieux ciblée. Dans cette perspective, les prochaines années devront être celles de l'écriture et de l'impulsion d'une nouvelle orientation culturelle conçue non pas dans l'urgence et le court terme mais s'inscrivant dans la durée.

“Désacraliser”⁶⁵ la culture à Saint-Denis

Saint-Denis, ville de patrimoine, “terre d'événements”, produit du sacré dont la dimension peut masquer les besoins nouveaux des habitants. “Désacraliser la culture à Saint-Denis” ne peut constituer en soi l'ossature d'une nouvelle politique culturelle. Il faut lire et comprendre ces mots comme une incitation et un retour aux missions originelles d'un service public de proximité.

Cette désacralisation pose deux questions essentielles. Comment les services municipaux interrogent-ils le territoire ? et comment répondent-ils à l'émergence de besoins nouveaux ? Seules une expérience et une pratique de terrain “légitimantes”

⁶⁴ Entretien - direction des affaires Culturelles - juillet 1998.

⁶⁵ Bérénice Gulmann est l'auteur de cette expression.

permettraient d'esquisser des réponses à ces questionnements, questionnements qui relèvent d'une réflexion plus large sur le rapport des Dionysiens à la culture et sur l'accès aux services publics à vocation culturelle.

Territorialiser, ne pas créer d'inégalités, démocratiser la culture seront, dans ce contexte, les mots clefs d'une nouvelle orientation culturelle. La place de la lecture publique dans la cité, la question des pratiques artistiques et des enseignements nouveaux (musiques du monde, musiques amplifiées, danses contemporaines, hip-hop...) et la constitution de partenariats délimiteront les contours d'une nouvelle orientation culturelle ambitieuse.

Ces interrogations témoignent de la difficulté à sérier les attentes diffuses d'un public sans cesse élargi. Pour y répondre au mieux, les acteurs culturels, professionnels et élus, tentent de construire une politique culturelle en prise avec un territoire aux questions multiples. Hier, le projet "mémoire des gens, mémoire de ville", aujourd'hui, le rapport d'orientation sur "la lecture publique"⁶⁶ illustrent cette volonté affichée de voir "chaque Dionysien compter pour un".

* * * *

En conclusion,

Depuis quelques années, la ville de Saint-Denis s'est attelée à un travail de prospective et de redéfinition de ses actions culturelles. Les conditions, pour l'élaboration et l'écriture d'un rapport d'orientation sur le développement culturel à Saint-Denis, sont réunies.

Après la mise à plat des structures existantes, une perspective d'ampleur est tracée. De grands chantiers, soutenus par des partenaires, sont ouverts. Même si de nombreuses questions demeurent en suspens, la volonté politique, de poursuivre et d'amplifier la "démocratisation" des pratiques artistiques et des lieux culturels, prend un sens nouveau.

Le travail dans les quartiers, sur le modèle du réseau des bibliothèques et sur celui du projet "mémoire des gens, mémoire de ville" ou de la "Carnavalcade", constitue un des axes majeurs d'une politique de développement et d'actions culturelles. Il s'agit bien de s'appuyer sur les relais naturels que sont les associations et les services municipaux de proximité, mais aussi sur des partenaires institutionnels et privés. En ce sens, il faut construire un véritable maillage avec des référents culturels répartis sur tout le territoire communal. Pourquoi n'aurait-on pas des animateurs culturels de quartiers dont les missions de médiation se rapprocheraient de celles des éducateurs sportifs ?

⁶⁶ Madeleine Deloule, conservatrice des bibliothèques, nous a restitué, dans le cadre d'un entretien, l'esprit de ce rapport d'orientation en cours de finition. Nous la remercions

Cette contribution, état des lieux et regards critiques, tente de restituer les enjeux de l'action publique portée par une politique et des actions culturelles en mouvement. A Saint-Denis, la promotion de la culture est à la fois tributaire d'une histoire locale, celle d'une ville, et à la fois confrontée aux attentes nouvelles et diffuses d'un public qu'il faut sans cesse élargir. Dans ce contexte où rien n'est éternellement acquis, la question des besoins du public, et pas seulement du public dit captif (scolaires, étudiants...), doit être au coeur de toutes les orientations municipales et guider l'action des services publics aux missions toujours plus étendues.